

Kaliningrad, un avant-poste stratégique russe en Europe

* Frank Tétart

est docteur en géopolitique et chercheur rattaché à l'Institut français de géopolitique (université Paris VIII)¹.

Frank Tétart *

Avec la dissolution de l'Union soviétique en 1991, le territoire de Kaliningrad est devenu une enclave russe entre Pologne et Lituanie, puis au sein de l'Union européenne au lendemain de l'adhésion de ces pays en 2004. Loin de profiter de cette configuration pour engager un rapprochement économique avec l'Europe, Kaliningrad est resté un enjeu stratégique pour la Russie. Le déploiement des missiles russes Iskander fin 2016 est venu rappeler que l'enclave demeure un bastion militaire dans la région baltique, devenue au cours de la décennie 2000 une « mer européenne » et presque exclusivement otanienne.

Ce sont les accords de Yalta (février 1945) et de Potsdam (juillet-août 1945) qui attribuèrent la partie nord de la Prusse orientale allemande, avec la ville de Königsberg, aux Soviétiques, la partie sud revenant à la Pologne. Annexé à l'Union soviétique, ce territoire représentait pour Staline une sorte de « tribut de guerre », une contrepartie des pertes humaines subies par les Soviétiques pendant la Seconde Guerre mondiale (quelque 20 millions de morts²).

En devenant en 1946 un oblast, c'est-à-dire une division administrative de l'Union

soviétique, Kaliningrad s'est vue directement rattachée à la République socialiste soviétique fédérative de Russie (RSSFR). Du fait de sa fonction stratégique en tant que quartier général de la Flotte soviétique de la Baltique, la région est demeurée en Europe une *terra incognita*, un territoire fermé aux étrangers et même à la grande majorité des Soviétiques jusqu'à l'éclatement de l'URSS en 1991.

Aussi cet événement a-t-il significé pour Kaliningrad tant l'ouverture désormais possible sur l'extérieur que la séparation géographique d'avec la Russie. En devenant indépendants en 1991, les États baltes ont de fait séparé la région de Kaliningrad du reste de la Fédération de Russie. Les autorités locales avaient alors fait le pari de l'ouverture, espérant tirer parti de la situation particulière et de la position géographique de la région en Europe. Certains se prenaient à

¹ La thèse de doctorat de Frank Tétart intitulée « Géopolitique de Kaliningrad » a été publiée en 2007 aux Presses universitaires de Paris-Sorbonne (PUPS). Le présent article est une version abrégée et actualisée de celui paru dans la revue *Stratégique*, n° 121-122, en 2020.

² Maurice Vaïsse et Jean-Louis Dufour estiment pour leur part ces pertes entre 14 et 23,6 millions (civils compris). M. Vaïsse et J.-L. Dufour, *La guerre au XX^e siècle*, Hachette, Paris, 2013.

rêver de Kaliningrad comme d'un « nouvel Hong Kong sur la Baltique ».

Ce projet est toutefois loin de s'être réalisé, le développement économique de Kaliningrad ayant été remis au profit d'une remilitarisation de l'oblast. L'annexion de la Crimée par la Russie en 2014 a notamment contribué à accroître les tensions avec les pays européens voisins de la Russie, et en particulier les trois États baltes qui redoutent de devenir les prochaines victimes de l'expansionnisme russe.

Un territoire fondé et organisé pour et par l'armée

Dès son origine en 1946, Kaliningrad devient un bastion militaire. De fait, si Staline a demandé dès 1943, lors de la conférence de Téhéran avec les Alliés, l'annexion de la partie nord de la Prusse-Orientale par l'URSS, c'est parce qu'il connaît l'atout stratégique que représentent les ports de Königsberg et Pillau (l'actuel Baltiisk) : ils sont libres de glaces toute l'année, à la différence de Leningrad et de Kronstadt.

L'ancien territoire allemand, d'une superficie de 15 000 km², est alors immédiatement transformé en une zone militaire renommée en juillet 1946 Kaliningrad, tout comme sa capitale Königsberg, en l'honneur de Mikhaïl Kalinine, président du Soviet suprême décédé quelques semaines auparavant. Il est dès lors interdit aux étrangers. Les populations allemandes demeurées après l'assaut soviétique de 1945 sont expulsées en totalité à l'automne 1948, et seuls les militaires déployés dans la zone, leurs familles et les résidents de l'oblast y ont accès.

Dès la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'objectif stratégique assigné à Kaliningrad est le contrôle de la nouvelle zone de domination soviétique en Europe centrale, en particulier la

Pologne et les États baltes, réintégrés de force dans l'Empire soviétique à la faveur de la guerre. Des troupes de combat soviétiques interviennent notamment depuis la région de Kaliningrad, où elles sont stationnées, pour lutter contre les résistants anticommunistes polonais et les fameux « Frères de la forêt » lituaniens³.

Avec la guerre froide, la mer Baltique devient un lieu de rivalité Est/Ouest et Kaliningrad se transforme en avant-poste soviétique. Prenant dès lors un rôle défensif face à une éventuelle attaque des forces de l'OTAN, le territoire dans son entier est organisé à cette fin. Dans le cadre de la spécialisation économique de l'URSS, Kaliningrad développe en priorité les secteurs militaires, le complexe militaro-industriel et la construction navale. Le manque de productivité agricole de la région est compensé par l'importation de produits frais, en particulier de la Lituanie voisine. Ainsi, même si la population majoritaire à Kaliningrad était « civile », ses liens familiaux, professionnels avec les militaires contribuèrent à l'émergence d'une mentalité militaire dans l'ensemble de la région.

Avant l'effondrement soviétique, le nombre de militaires stationnés à Kaliningrad fut estimé entre 100 000 et 120 000 personnes, y compris les 25 000 hommes des forces navales. Mais en réalité, comme le rappelle l'expert américain Richard Krickus⁴, une très grande partie des 900 000 habitants de la région de Kaliningrad était alors de fait dédiée au bon fonctionnement de cet avant-poste militaire, qu'il s'agisse d'ingénieurs, de scientifiques, de techniciens ou d'ouvriers travaillant au développement, à la fabrication ou à l'entretien des installations militaires de Kaliningrad, sans même mentionner les familles des militaires, les retraités ou réservistes de l'armée.

Depuis 1991, l'organisation de la région reste marquée par ce caractère militaire et la population demeure très favorable à une présence militaire forte, car les emplois hors de ce secteur sont restés rares.

³ Dans certaines parties de la République soviétique de Lituanie ou de la Pologne, certains groupes résistants s'opposèrent à l'imposition de l'autorité soviétique, conduisant à l'intervention de troupes de combat basées dans la région de Kaliningrad. En Lituanie, le nom de « Frères de la forêt » est donné aux partisans qui organisèrent une guérilla antisoviétique à partir de l'occupation du pays en 1940.

⁴ Richard J. Krickus, *The Kaliningrad question*, Rowan and Littlefield, New York, 2002, p. 137.



Les années 1990 : entre remilitarisation et démilitarisation

Avec l'éclatement de l'Union soviétique fin 1991, Kaliningrad demeure le quartier général de la Flotte de la Baltique. Toutefois, la concentration sur ce petit territoire de cet important potentiel militaire suscite des inquiétudes chez les voisins directs de l'enclave et du pourtour de la Baltique. La définition par la Russie en 1992 d'un « étranger proche », c'est-à-dire une zone d'intérêts vitaux couvrant l'ancien espace soviétique, complique les négociations autour du retrait des troupes russo-soviétiques d'Estonie et de Lettonie, et ce d'autant que d'importantes minorités russes, représentant en 1991 respectivement 38 % et 48 % de la population totale de ces deux États, y vivent⁵. On craint alors en effet que cette présence russe, en particulier dans

⁵ Susanne Nies, *Les États baltes, une longue dissidence*, Payot, Paris, 2004.

Le « village de pêcheurs », un quartier récemment réaménagé dans le style prussien propre au Königsberg d'avant-guerre, est devenu l'une des principales attractions de la ville de Kaliningrad. Interdite aux étrangers jusqu'en 1991, Kaliningrad s'est en partie ouverte au tourisme. Depuis juillet 2019, les autorités russes ont notamment mis en place un système de visa électronique permettant aux ressortissants de 51 pays d'accéder plus facilement au territoire de l'enclave.

les régions frontalières, ne serve d'instrument d'aspirations séparatistes et aiguise les tensions avec Moscou.

Le retrait de l'Armée rouge qui est définitif en 1993 pour la Lituanie et à l'été 1994 pour les deux autres pays baltes entraîne deux conséquences pour la région de Kaliningrad. D'une part, l'enclave prend la relève de toutes les bases perdues dans la région. D'autre part, elle sert de zone d'accueil aux forces armées qui se retirent de l'ancienne zone d'influence soviétique en Europe centrale et orientale (Allemagne de l'Est, Pologne et États baltes).

Pour la Pologne, l'accroissement de la présence militaire à Kaliningrad est perçu comme une menace, alors qu'elle est confrontée à d'importantes difficultés pour compenser, avec

la dissolution du Pacte de Varsovie, la perte d'un système de défense aérienne intégré. Le nombre de soldats stationnés à Kaliningrad est presque équivalent aux effectifs de l'armée polonaise (220 000 hommes). La Pologne demeure extrêmement méfiante à l'égard de la Russie et cette frontière « surmilitarisée » longue de près de 200 kilomètres. De leur côté, les pays baltes ont le sentiment d'être pris en tenaille entre d'un côté Kaliningrad et de l'autre la Biélorussie, allié stratégique de la Russie.

En 1997, le ministre de la Défense russe, Igor Sergeev, annonce une réduction unilatérale des forces terrestres et navales dans le district Nord-Ouest de la Russie, en évoquant une amélioration de la sécurité dans la région. La 11^e Armée de la Garde basée à Kaliningrad est dissoute, les forces navales, aériennes et terrestres sont réunies en une seule entité militaire subordonnée à la Flotte de la Baltique et le district militaire de Kaliningrad est placé sous l'autorité du district de Leningrad⁶. De fait, à ce moment, s'amorce une réduction importante des militaires déployés à Kaliningrad, qui passent à 30 000 à la fin des années 1990 pour atteindre en 2002, selon les estimations de l'International Institute of Strategic Studies de Londres, 10 500 hommes⁷.

Pour Moscou, le rôle de Kaliningrad devient alors avant tout défensif, mais aussi consacré à des objectifs économiques, comme l'énonce la doctrine de la Fédération de Russie pour la Marine jusqu'à 2010, approuvée par le président Poutine en juillet 2001. Cette doctrine met en effet l'accent sur les intérêts économiques et civiles, dans la « mer mondiale », et érige en priorités, bien avant les missions militaires, le développement des infrastructures portuaires et la modernisation de la flotte de commerce, la coopération économique avec les États riverains de la Baltique ainsi que le marquage de la souveraineté maritime.

La forte militarisation de la région est de moins en moins conciliable avec le projet destiné à transformer Kaliningrad en un « Hong Kong de la Baltique », la première étape du projet passant par la mise en place en 1993 de la zone économique spéciale Yantar⁸.

Les années 2000 : la « carte Kaliningrad »

Dès le début des années 2000, les perspectives d'élargissement de l'Union européenne et de l'OTAN, notamment aux trois États baltes, avalisent un recul de l'influence russe dans la région baltique. Moscou redoute que ces évolutions à l'ouest contribuent au séparatisme de la région de Kaliningrad. Le parti républicain balte de Sergueï Pasko réclame alors pour Kaliningrad, en accord avec la Constitution fédérale, un « statut souverain » d'association avec la Russie qui laisserait à Moscou ses pouvoirs régaliens et donnerait à Kaliningrad plus de moyens pour se développer. Bien que très minoritaire avec le soutien de moins de 5 % de la population, ce parti est interdit par Moscou durant l'été 2003.

C'est avant tout pour s'opposer à l'élargissement de l'OTAN aux États baltes que la représentation de Kaliningrad en tant qu'avant-poste militaire est instrumentalisée par les autorités politiques et militaires russes, de la même façon que le sont les minorités russophones vivant dans les États baltes. Pour Moscou, voir ces anciennes républiques de l'Union soviétique rejoindre l'ancien bloc ennemi affecte le prestige et la puissance de la Russie.

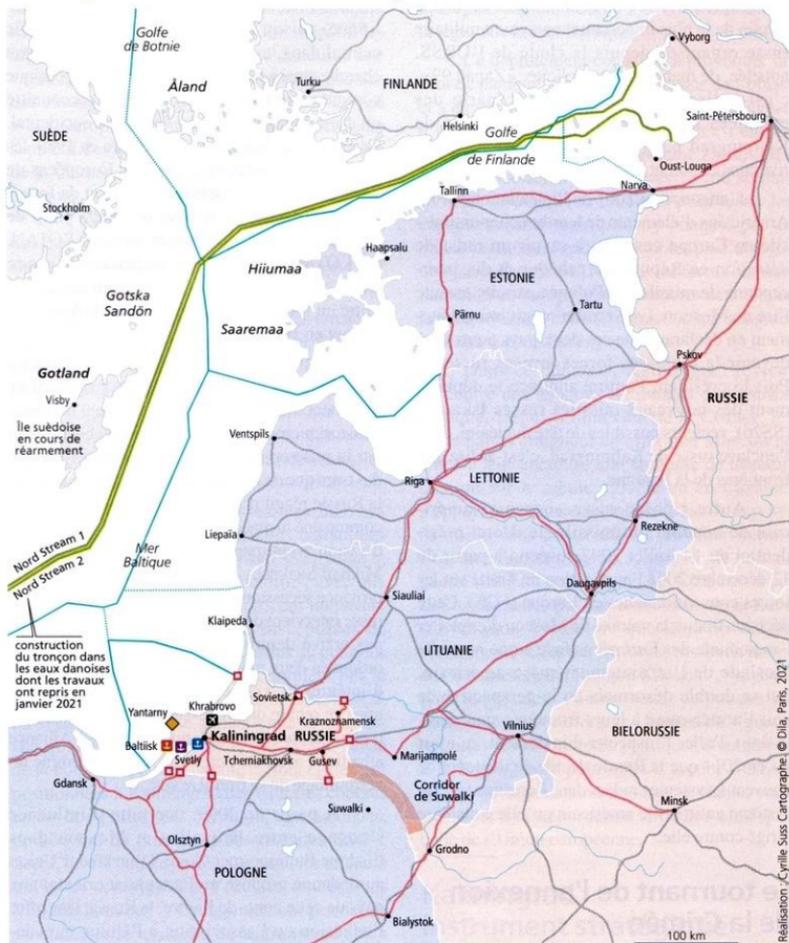
Plus encore, cette intégration des États baltes fait craindre à l'armée russe, en raison de leur proximité avec des territoires russes considérés comme stratégiques, que l'OTAN n'y installe des points d'appui militaires, voire n'y stationne des armes nucléaires, sans même évoquer la crainte de voir Kaliningrad encerclé par des pays membres de l'OTAN.

⁶ Alors que Leningrad est redevenue Saint-Petersbourg, la région attenante a conservé la référence à Lénine (*Leningradskaja Oblast*), tout comme le district militaire dont dépend Saint-Petersbourg.

⁷ Chiffres publiés dans leur publication annuelle *The Military Balance* (1993 à 2002).

⁸ Yantar signifie en russe ambre, dont Kaliningrad détient 90 % des réserves mondiales.

Kaliningrad dans son environnement régional



Réalisation : Cyrille Suss Cartographie. © Dita, Paris, 2021

- Route principale
- Passage des frontières en voiture
- Voie ferrée principale
- ✈ Aéroport
- Gazoduc en mer Baltique
- 🚢 Port
- 🛢 Terminal pétrolier
- 🚢 Base navale
- ✨ Exploitation de l'ambre
- Limite de ZEE (Zone économique exclusive) ayant fait l'objet d'un accord bilatéral
- Limite théorique de ZEE
- 🇺🇦 Pays membres de l'OTAN
- 🇷🇺 Pays membres du Traité de sécurité collective

Sources : Didier Ortolland, Jean-Pierre Pirat, *Atlas géopolitique des espaces maritimes*, Éditions Technip, 2010 ; Marine Regions (www.marineregions.org) ; *Questions internationales*, n° 11, 2005 ; Nord Stream 2, Gazprom (www.nord-stream2.com/media-infodocuments) ; European Network of Transmission System Operators for Gas (ENTSO-G).

Moscou joue dès lors la « carte Kaliningrad »⁹. En 1999, Kaliningrad devient le terrain de la plus importante manœuvre militaire russe organisée depuis la chute de l'URSS, appelée, de manière très explicite, « Zapad 99 », c'est-à-dire « Ouest 99 ». Le scénario des exercices repose sur l'attaque militaire de Kaliningrad par l'OTAN, sans que les États riverains en soient informés.

L'annonce en 2007 de l'installation par les Américains d'éléments de leur bouclier antimissile en Europe centrale, à savoir un radar de détection en République tchèque et dix intercepteurs de missiles en Pologne, suscite ensuite l'ire de Moscou. Le Kremlin réagit immédiatement en déclarant que ces deux pays pourraient devenir la cible des forces armées russes¹⁰. Puis le président Poutine annonce le déploiement des nouveaux missiles russes Iskander (SS26), vecteurs possibles de tête nucléaire, dans l'enclave russe de Kaliningrad, c'est-à-dire aux frontières de la Pologne.

Autre riposte russe au projet américain de bouclier antimissile, le décret présidentiel du 14 juillet 2007 suspend à partir du 12 décembre 2007 l'application du Traité sur les forces conventionnelles en Europe (FCE). Cette décision traduit la volonté de Moscou d'exploiter l'inquiétude des Européens face à une nouvelle escalade de l'affrontement russo-américain, qui se double désormais de la perspective de voir l'armée russe à leurs frontières sans avoir le droit d'aller l'inspecter. Finalement, ce n'est qu'en 2011 que la Russie décide de déployer de nouveaux systèmes radars dans l'enclave face au système antimissile américain qu'elle considère dirigé contre elle.

Le tournant de l'annexion de la Crimée

Si, depuis 2007, Moscou menace régulièrement les Occidentaux de déployer des missiles balistiques Iskander, il ne met à exécution ce projet que dix ans plus tard au profit de la crise

ukrainienne de 2013-2014. En Europe, les objectifs de la Russie sont d'abord de nature géopolitique, puisqu'ils visent à réaffirmer son rôle central dans les affaires du continent. Moscou cherche ainsi à peser sur la gouvernance politique comme sécuritaire et donc à se voir reconnaître un droit de regard sur son voisinage occidental. Or, depuis la chute du mur de Berlin en 1989, les Russes ont le sentiment que « les Européens de l'Est n'ont fait que déplacer le rideau de fer »¹¹ avec l'adhésion des ex-pays de l'Est à partir de 2004 à l'Union européenne et surtout à l'OTAN. Or, l'OTAN, alliance ennemie pendant la guerre froide, aurait dû, selon les décideurs russes, disparaître en même temps que le Pacte de Varsovie, dissout en 1991.

L'intégration en 2007 des États baltes a porté l'OTAN aux frontières russes, ravivant un sentiment d'encerclement contre lequel la Russie a historiquement constamment lutté, notamment par la mise en place d'un glacis tant à l'époque des tsars que de l'Union soviétique. En août 2008, la Russie réagit par les armes à ce qu'elle perçoit comme une menace à ses frontières. Profitant de la décision aventureuse du président de la Géorgie, Mikhaïl Saakachvili, de reprendre par la force la province sécessionniste d'Ossétie du Sud, l'armée russe intervient dans un pays voisin, ce qui n'était pas arrivé depuis 1992. Cette opération a été ordonnée deux mois après la décision de l'OTAN d'intégrer l'Ukraine et la Géorgie. Même si la mise en œuvre du processus d'adhésion avait été repoussée *sine die*, cet élargissement de l'Alliance atlantique avait été perçu par Moscou comme un verrouillage de sa frontière sud.

À partir de 2009, une lutte d'influence s'engage entre Bruxelles et Moscou dans l'isthme Baltique-mer Noire. D'un côté, l'Union européenne propose un Partenariat oriental aux pays de cette zone, de l'autre, la Russie leur offre l'adhésion ou l'association à l'Union eurasiatique, une zone de libre-échange en gestation. L'Ukraine devient en 2013 l'enjeu principal de cette rivalité. Lorsque le Kremlin permet à l'Ukraine de s'associer aux deux projets,

⁹ L'expression est de Richard Krickus, *op. cit.*

¹⁰ « Europe's space wars », *The Economist*, 23 février 2007.

¹¹ Hélène Carrère d'Encausse, *La Russie entre deux mondes*, Fayard, Paris, 2011.

Bruxelles, qui avait catégoriquement rejeté cette formule, somme alors l'Ukraine de faire un choix exclusif. En novembre 2013, Kiev suspend les négociations avec l'Union, ce qui conduit à une vague de protestations d'une partie de la population ukrainienne qui exige la signature de l'accord avec l'Europe. Voyant en l'Union européenne un suppléant de l'OTAN, Moscou décide l'annexion de la Crimée. L'Union européenne remet alors en cause le nouvel accord économique engagé en 2008 avec la Russie et enclenche, à la suite des États-Unis et d'autres pays occidentaux, des sanctions à l'encontre du pays, qui riposte par des contre-sanctions.

Dans ce contexte de montée des tensions, l'heure n'est plus à la coopération avec l'Europe au sujet de Kaliningrad, mais à la confrontation. De fait, l'OTAN procède à des déploiements de forces dans les États baltes, en réponse à une présence de plus en plus forte des forces russes en Baltique, puis au déploiement des missiles russes Iskander à Kaliningrad en octobre 2016.

Selon les autorités russes, ces missiles sont censés remplacer les missiles balistiques tactiques à courte portée Tochka (SS21 selon la terminologie de l'OTAN). Toutefois, avec une portée doublée (500 km environ), ces nouveaux missiles sont par conséquent susceptibles de menacer l'ensemble des pays voisins du pourtour baltique. Ce déploiement est complété par le positionnement à Kaliningrad de missiles S-400, un système de défense antiaérienne et antimissile qui couvre la Lituanie et une bonne partie de la Pologne et de la Lettonie¹². Sont également positionnées à Kaliningrad des batteries côtières dotées de missiles SSC-5 Bastion, supersoniques, de 300 km de portée, et des missiles SSC-1 Sepal, de 450 km de portée. Au total, les effectifs militaires déployés dans l'enclave sont estimés à 30 000 hommes¹³. Ce déploiement permet de sanctuariser le territoire de Kaliningrad selon

une logique A2/AD (Anti Access/Area Denial) ayant pour objectif de tenir l'OTAN à distance de la région de la mer Baltique.

Ce déploiement contribue à provoquer un vent de panique chez les pays voisins de l'oblast et à élever le sentiment d'insécurité et le niveau d'instabilité régionale. Ce sentiment est encore renforcé par l'exercice militaire russe Zapad-2017 qui mobilise selon les autorités 12 700 soldats (près de 40 000 selon l'OTAN) pour tester les capacités militaires A2/AD, y compris par un blocus maritime. Rendues possibles par l'abrogation par la Russie du Traité sur les forces conventionnelles en Europe, ces manœuvres démontrent la détermination russe à intensifier son potentiel militaire sur son flanc ouest.

Dans ce contexte, Kaliningrad revient au centre des tensions régionales de l'espace baltique. Depuis l'annexion de la Crimée, les États baltes craignent en effet que Moscou ne lance à leur encontre une stratégie de déstabilisation sur le même modèle qu'en Ukraine, s'appuyant sur la manipulation de leurs minorités russophones, avant de les envahir depuis l'enclave de Kaliningrad. Une série de jeux de guerre simulant une invasion des États baltes par la Russie menée par des chercheurs de la Rand Corporation¹⁴ a montré que Riga ou Tallinn seraient encerclés par les forces russes en moins de 60 heures. Selon Richard Krickus¹⁵, l'objectif pour le président Poutine serait de pousser les États baltes par différentes formes de « guerre hybride » à « rendre leurs politiques étrangères » à la Russie, avec pour effet d'éroder l'OTAN en tant qu'organisation de sécurité viable, voire participer à sa « destruction virtuelle » ainsi qu'à celle de l'Union européenne.

Kaliningrad, instrument stratégique de guerre hybride ?

Depuis le troisième mandat de Vladimir Poutine (2012-2018) et l'affichage de nouvelles

¹² Philippe Langoit, « La joint forcible entry face à la trouée de Suwalki », *DSI hors-série*, n° 48, juin-juillet 2014, www.defense24.news/2018/07/04/la-joint-forcible-entry-face-a-la-trouee-de-suwalki/

¹³ Estimation de l'auteur, basée sur les chiffres d'Ingmar Oldberg, chercheur au Swedish Institute of International Affairs, prenant en compte l'ensemble des forces de sécurité et les annonces faites par Moscou de renforcer sa présence militaire à Kaliningrad.

¹⁴ www.rand.org/pubs/research_reports/RR1253.html

¹⁵ Richard Krickus, « Forgotten Kaliningrad : A source of conflict or cooperation », *The National Interest*, 12 février 2017.

ambitions sur la scène internationale, la Russie a un recours limité à l'usage de sa force militaire (comme en Syrie). Elle utilise en revanche de plus en plus fréquemment les outils de la guerre hybride, comme la propagande et la guerre de l'information, dans le cyberspace, à des fins de sabotage et de déstabilisation.

Depuis moins de deux décennies, la notion de « guerre hybride » (*hybrid warfare*) popularisée au milieu des années 2000 par deux officiers du corps des *Marines* – le général James Mattis et le colonel Frank Hoffman – est fréquemment utilisée pour décrire un type de guerre alliant guerres conventionnelle et non conventionnelle, guerres régulière et irrégulière, et surtout guerre de l'information et cyberguerre. Dans la pratique, une menace peut être considérée comme hybride dès lors qu'elle s'inscrit dans plusieurs dimensions et types de guerre différents¹⁶.

Dans ce contexte, la sanctuarisation de Kaliningrad par sa militarisation accrue apparaît comme un moyen de pression contre ses voisins et partenaires européens, et plus généralement occidentaux.

Depuis l'annexion de la Crimée en 2014, l'enclave remilitarisée est devenue un pion stratégique dans la guerre hybride que mène Moscou contre les pays de l'OTAN. Elle accroît à la fois le sentiment de vulnérabilité des pays voisins confrontés à un nouveau rapport de force défavorable et favorise l'escalade des tensions par une guerre de l'information et de la propagande. Le président Poutine lui-même aurait laissé entendre que la Russie pouvait déployer des troupes en deux jours s'il le souhaitait, non seulement à Kiev, mais aussi à Varsovie et dans les États baltes¹⁷.

Depuis les exercices Zapad-2017, la trouée de Suwalki, cette bande terrestre longue de 65 km, qui forme la frontière entre la Pologne et la Lituanie et donc le lien entre les États baltes

et le reste des membres de l'OTAN, est perçue par l'Alliance comme particulièrement vulnérable¹⁸. Baltes comme Polonais considèrent dès lors la Russie comme la principale menace à la sécurité régionale.

La remilitarisation de l'oblast de Kaliningrad s'accompagne à l'échelle de la Russie d'une modernisation de l'appareil militaire¹⁹. Depuis son élection de 2008, le président Poutine s'est attaché à restaurer la crédibilité de la puissance militaire russe sur la scène internationale. Celle-ci passe par un effort budgétaire important, qui a permis un rééquipement massif des forces armées, une modernisation de l'arsenal nucléaire, une restructuration profonde des forces conventionnelles et une professionnalisation des personnels.

Au niveau de la doctrine maritime, celle de 2015 fait de la prévention de l'élargissement à l'Est de l'OTAN une priorité absolue. Kaliningrad est redevenue non seulement le siège de la Flotte de la Baltique mais également une composante significative de la défense anti-missile balistique russe. Plus de 10 000 hommes y sont déployés essentiellement au sein de trois brigades de combat entièrement équipées : une brigade d'infanterie de marine d'élite et deux brigades motorisées.

En temps de paix comme de crise, l'enclave sert d'avant-poste de surveillance et de recueil de renseignements. Elle participe à la sécurité des routes maritimes, des gazoducs et câbles sous-marins, tout en jouant le rôle de plateforme de dissuasion stratégique, de coercition et d'endiguement, grâce au déploiement depuis 2016 de drones et de missiles de différents types : missiles de croisière anti-navire (P-800 Oniks) et d'attaque terrestre (Kalibr), missiles sol-air (S-400 Triumph), en plus des Iskander. L'usage de drones dans les exercices militaires conduits dans l'enclave a considérablement augmenté, notamment pour accroître la précision des obusiers automoteurs (2S1 Gvozhdika).

¹⁶ « La guerre hybride existe-elle déjà ? », *Revue de l'Otan*, 2015, consulté en juillet 2019, www.nato.int/docu/review/2015/Also-in-2015/hybrid-modern-future-warfare-russia-ukraine/FR/index.htm

¹⁷ I. Oldberg, « Market place or military bastion : Kaliningrad between Brussels and Moscow », *Utpaper* n° 3, 2018, publié par The Swedish Institute of International Affairs.

¹⁸ Céline Bayou, « Tensions sécuritaires dans la région baltique : que reste-t-il de l'équilibre nordique ? », *Questions internationales*, n° 90, mars-avril 2018.

¹⁹ Isabelle Facon, « La nouvelle armée russe », *Questions internationales*, n° 101, janvier-février 2020.

En cas de conflit, les forces armées basées à Kaliningrad interviendraient pour la défense aérienne avancée du territoire russe et la désactivation des infrastructures menaçantes de l'OTAN, par exemple le site de défense antimissile basé en Pologne. Elles pourraient en outre empêcher l'accès à la mer Baltique aux forces des pays membres de l'OTAN. Selon certaines sources, Kaliningrad hébergerait des groupes de *hackers* capables de lancer une guerre de l'information ou de procéder à des sabotages de réseaux.

Alors que la fin de la guerre froide laissait accroire que le sort de Kaliningrad serait celui d'un territoire prospère et profitant de la dynamique de l'élargissement de l'Union européenne à l'Est, force est de constater que l'enclave russe est redevenue un avant-poste

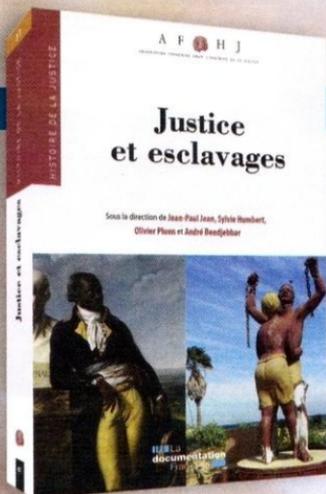
militaire, élément incontournable de la sécurité et de la stratégie militaire russes en Baltique. Les crispations et tensions croissantes dues à l'annexion de la Crimée en 2014 ont de fait contribué à la remilitarisation de Kaliningrad avec le déploiement des missiles Iskander.

Cette militarisation a entraîné le renforcement du contrôle de Moscou sur l'oblast et l'émergence d'un patriotisme russe favorisé par la mise en place de « milices de cosaques » pour assurer l'ordre et la défense locale, ainsi que du premier mouvement militaro-patriotique de jeunesse en Russie, Yunarmia. Dans ce contexte et alors que les tensions internationales ne faiblissent pas, il semble difficile d'imaginer que la région puisse devenir un lieu de coopération, une passerelle, entre la Russie et l'Europe. ■

Justice et esclavages

Un ouvrage qui décrypte le processus d'abolition de l'esclavage

Cet ouvrage propose une vue rétrospective de ce que fut la réalité de l'esclavage colonial, le long combat pour arriver à son abolition en France et à la reconnaissance des droits, avec notamment l'émblématique affaire Furcy. Enfin, les auteurs analysent la question des réparations, la fonction mémorielle des récits d'esclaves en justice et le droit des réparations liées à l'esclavage colonial.



Justice et esclavages

Sous la direction de Jean-Paul Joux, Sylvie Humbert, Olivier Plass et André Roudéillac

Collection Histoire de la justice
Parution février 2021,
345 pages, 19 euros
ISBN : 978-2-11-157297-3

Cahier photos
de 12 pages

Ouvrage disponible en librairie et sur www.vie-publique.fr

La
documentation
Française